

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

27 juin 2012

PROJET DE LOI SPÉCIALE
complétant l'article 92bis
de la loi spéciale du 8 août 1980
de réformes institutionnelles,
en ce qui concerne la communauté
métropolitaine de Bruxelles

AMENDEMENTS

N° 1 DE M. WEYTS ET MME VAN VAERENBERGH

Art. 2

Dans l'article 92bis, § 7, alinéa 1^{er}, proposé, remplacer les deuxième et troisième phrases par ce qui suit:

“Les Régions et l'autorité fédérale sont membres de la Communauté métropolitaine et les représentants de leur gouvernement y siègent.”

JUSTIFICATION

Avec la série de propositions de loi du 4 avril 2012, les partis de la majorité (PS, CD&V, Open Vld, sp.a, cdH, MR) ainsi qu'Écolo et Groen opèrent une scission déséquilibrée de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Document précédent:

Doc 53 **2288/ (2011/2012):**
001: Projet de loi spéciale.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

27 juni 2012

ONTWERP VAN BIJZONDERE WET
tot aanvulling van artikel 92bis
van de bijzondere wet van 8 augustus 1980
tot hervorming der instellingen,
wat de hoofdstedelijke gemeenschap
van Brussel betreft

AMENDEMENTEN

Nr. 1 VAN DE HEER WEYTS EN MEVROUW VAN
VAERENBERGH

Art. 2

In het voorgestelde artikel 92bis, § 7, eerste lid, de tweede en de derde zin vervangen door de volgende zin:

“De Gewesten en de federale overheid zijn lid van de hoofdstedelijke Gemeenschap en de vertegenwoordigers van hun regeringen hebben er zitting in”.

VERANTWOORDING

Met de reeks wetsvoorstellen van 4 april 2012 wordt door de regeringspartijen (PS, CD&V, Open Vld, sp.a, cdH, MR), en door Ecolo en Groen een onevenwichtige splitsing van de kieskring B-H-V doorgevoerd.

Voorgaand document:

Doc 53 **2288/ (2011/2012):**
001: Ontwerp van bijzondere wet.

• Alors que la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde pourrait être scindée à l'aide d'une courte proposition de loi, les huit partis ont déposé pas moins de seize textes au Parlement: une proposition pour scinder BHV, neuf propositions pour modifier d'autres lois et encore six autres propositions pour bétonner des éléments dans la Constitution et dans des lois spéciales.

• La proposition de loi no 5-1560/1 (projet 2281) contient déjà toute une série de compensations pour les francophones: un double bulletin de vote, un nouveau canton électoral de Rhode-Saint-Genèse,... En outre, Bruxelles obtient un chèque en blanc et un système de cooptation particulier est prévu pour le Sénat. La possibilité de groupements de listes à Bruxelles est supprimée, en sorte qu'il est désormais impossible pour des Flamands de Bruxelles d'être élus directement à la Chambre. À cela viennent s'ajouter les compensations concoctées en faveur des francophones dans le cadre de la réforme de l'arrondissement judiciaire de BHV, la communauté métropolitaine, les procédures devant l'assemblée générale du Conseil d'État, la procédure unique de nomination des bourgmestres dans la périphérie, ...

Le présent amendement vise à exclure la participation des communes à la future communauté métropolitaine. Seules les Régions en seront membres obligatoirement, et les provinces pourront choisir d'en être membres ou non.

• De kieskring B-H-V kan met 1 kort wetsvoorstel worden gesplitst, maar de 8 partijen hebben 16 teksten ingediend in het parlement: 1 voorstel om B-H-V te splitsen, 9 voorstellen om andere wetten te wijzigen en nog eens 6 voorstellen om elementen te blokkeren in de Grondwet en in bijzondere wetten.

• Wetsvoorstel 5-1560/1 (ontwerp 2281) bevat reeds een ganse reeks compensaties voor de Franstaligen: een dubbele kiesbrief; een nieuw kieskanton Sint-Genesius-Rode,... Daarnaast komt er een blanco cheque voor Brussel en een bijzonder coöptatiesysteem in de Senaat. De mogelijkheid tot lijstenverbindingen in Brussel wordt bovendien onmogelijk gemaakt, zodat het onmogelijk wordt voor Brusselse Vlamingen om nog rechtstreeks verkozen te worden in de kamer. En dan zijn er nog de compensaties die ten voordele van de Franstaligen werden ingeschreven bij de hervorming van het gerechtelijk arrondissement BHV, de metropolitane gemeenschap, de procedures voor de algemene vergadering van de Raad van State, de unieke procedure om burgemeesters in de rand te benoemen,...

Met dit amendement wordt de deelname van gemeenten aan de nieuw op te richten metropolitane gemeenschap uitgesloten. Enkel de gewesten zullen er verplicht deel van uitmaken. De provincies kunnen kiezen om al dan niet toe te treden.

Ben WEYTS (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)

N° 2 DE M. ANNEMANS ET CONSORTS

Art. 2

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

La création de l'institution que sera la communauté métropolitaine de Bruxelles va radicalement à l'encontre de la vision politique que la Flandre a de Bruxelles et qui a déjà été exprimée à plusieurs reprises par le Parlement flamand et le gouvernement flamand.

Dans les fameuses résolutions de 1999 (plus particulièrement dans la résolution relative à Bruxelles dans le cadre de la prochaine réforme de l'État, doc. 1341 (1998-1999)), le Parlement flamand énonce comme principe de départ la "dualité de la structure fédérale de l'État, avec en plus un statut spécifique pour Bruxelles, qui doit être administrée sur un pied d'égalité par les Flamands et par les francophones". Le Parlement flamand fait valoir ensuite "que Bruxelles est une région-capitale bilingue dont les frontières ont été fixées de manière définitive." Enfin, il précise que "la dualité de la

Nr. 2 VAN DE HEER ANNEMANS c.s.

Art. 2

Dit artikel doen vervallen.

VERANTWOORDING

De oprichting van deze instelling druist lijnrecht in tegen de politieke visie van Vlaanderen omtrent Brussel. Zowel het Vlaams Parlement als de Vlaamse regering hebben in het verleden reeds meermaals hun politieke visie op Brussel gegeven.

In de welbekende resoluties van 1999 (meer bepaald stuk 1341 (1998-1999) – resolutie betreffende Brussel in de volgende staatshervorming) stelt het Vlaams Parlement "als principieel uitgangspunt de tweeledigheid van het Federale Staatsbestel voorop met daarnaast een specifiek statuut voor Brussel dat door Vlamingen en Franstaligen op voet van gelijkheid moet worden bestuurd." Verder "wijst [het Vlaams Parlement] erop dat Brussel een tweetalig Hoofdstedelijk Gewest is waarvan de grenzen definitief zijn vastgelegd." Tenslotte "is [het Vlaams Parlement] van mening dat de tweeledigheid van

structure fédérale de l'État a pour conséquence que la poursuite de la réforme des institutions devra privilégier le renforcement de cette structure basée sur deux États fédérés”.

Le gouvernement flamand a, lui aussi, pris position en la matière. Dans la Note Octopus, qui a été incluse dans l'accord de gouvernement flamand du 15 juillet 2009, le ministre-président flamand affirme que le principe de territorialité et le principe de non-ingérence doivent être respectés. “Dans un même territoire, une seule autorité est compétente, à l'exclusion de toute autre.” “Les pouvoirs publics flamands rejettent donc toute initiative qui va à l'encontre de cette exigence du respect du caractère néerlandophone de la périphérie bruxelloise et de l'intégrité territoriale de la Flandre. Je tiens expressément à souligner que nous n'allons tolérer aucune initiative qui vise à étendre le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ou qui confère à la Communauté française des compétences en Flandre.

Naturellement, on ne peut nier que Bruxelles a un hinterland socioéconomique important qui se situe en grande partie en Flandre, ce qui pose des questions transfrontalières. Pourtant, il n'existe aucune raison d'un point de vue juridique, socio-économique ou urbanistique d'étendre les limites de la Région bruxelloise de iure ou de facto. Notre vision de Bruxelles est déterminée par notre vision de l'évolution de l'État belge. Cette vision part d'une dualité fondamentale basée sur l'existence de deux États fédérés avec, en outre, un statut spécifique pour Bruxelles et pour la Communauté germanophone. Cela signifie que les deux États fédérés, dans leur capitale commune, peuvent participer pleinement à la politique dont l'importance dépasse le niveau urbain.”

Au vu de ces données politiques, il est indéniable que la création de la communauté métropolitaine de Bruxelles est contraire à la vision de la Flandre en la matière.

Certes, à l'heure actuelle, la communauté métropolitaine de Bruxelles ne représente pas encore grand-chose en termes de contenu (mais on a connu une situation analogue avec la Région de Bruxelles-Capitale: le projet est resté au frigo pendant un certain temps puis s'est concrétisé. Résultat: aujourd'hui, la Région est quasi devenue une Région à part entière au même titre que la Flandre et la Wallonie). Toutefois, la proposition à l'examen prévoit d'ores et déjà une grande exception, à savoir le fait que la concertation au sujet du ring de Bruxelles devient obligatoire. Cette obligation est une ingérence dans la compétence exclusive et autonome des pouvoirs publics flamands dans cette matière. On peut incontestablement parler en l'espèce d'une ingérence des gouvernements bruxellois et wallon dans les domaines de compétences flamands.

Toutefois, à ce stade, c'est surtout au niveau politique que la proposition de loi spéciale pose de gros problèmes. Elle fait fi de la division constitutionnelle du pays en Régions et en Communautés — un principe qui a présidé à toutes les réformes de l'État antérieures — et bafoue le principe de territorialité qui la sous-tend en ce qu'elle crée une institution qui reçoit des compétences dépassant les frontières régionales,

de Belgische federale structuur met zich meebrengt dat in het bestek van de verdere staatshervorming voorrang verleend wordt aan de opbouw vanuit de twee deelstaten.”

Ook de Vlaamse regering heeft in deze aangelegenheid stelling ingenomen. In de Octopusnota, opgenomen in het Vlaamse regeerakkoord van 15 juli 2009, verklaart de Vlaamse minister-president dat hij respect wil voor het territorialiteitsbeginsel en het principe van de niet-inmenging. “Binnen eenzelfde territorium is maar één overheid bevoegd met uitsluiting van elke andere overheid.” “De Vlaamse overheid verwerpt dan ook elk initiatief dat ingaat tegen onze vraag naar respect voor het Nederlandstalige karakter van de rand rond Brussel en de territoriale integriteit van Vlaanderen. Ik wil sterk benadrukken dat we geen enkel initiatief zullen dulden dat ertoe leidt dat het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt uitgebreid, of dat de Franse Gemeenschap bevoegdheden krijgt in Vlaanderen.

Uiteraard kan er niet ontkend worden dat Brussel een belangrijk sociaaleconomisch hinterland heeft dat zich grotendeels situeert in Vlaanderen waardoor grensoverschrijdende vraagstukken ontstaan. Toch is er vanuit juridisch, sociaaleconomisch of planologisch oogpunt geen enkele reden om de grenzen van het Brussels gewest de iure of de facto uit te breiden. Onze visie op Brussel wordt bepaald vanuit onze visie op de staatkundige evolutie van België. Die visie gaat uit van een fundamentele tweeledigheid op basis van twee deelstaten met daarnaast een specifiek statuut voor Brussel én een Duitstalige Gemeenschap. Dit betekent dat de twee deelstaten in hun gezamenlijke hoofdstad volwaardig kunnen participeren in het beleid waarvan het belang het stedelijk niveau overstijgt.”

In het licht van deze politieke gegevens kan niet worden ontkend dat de oprichting van de hoofdstedelijke gemeenschap van Brussel in strijd is met de visie die Vlaanderen er op dat vlak op nahoudt.

Weliswaar heeft de hoofdstedelijke gemeenschap van Brussel voorlopig op zich inhoudelijk nog maar weinig om het lijf (maar dat was aanvankelijk ook zo met de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat een tijdlang in de koelkast werd opgeborgen, maar inmiddels wel werd uitgebouwd tot een bijna volwaardig Gewest naast Vlaanderen en Wallonië). Toch bestaat daar met dit voorstel alvast één belangrijke uitzondering op, met name waar overleg verplichtend wordt gesteld voor wat de ring rond Brussel betreft. Deze verplichting vormt een inmenging in de exclusieve en autonome bevoegdheid van de Vlaamse overheden over deze aangelegenheid. Er kan niet worden ontkend dat er op dat vlak *de facto* een inmenging is van de Brusselse en Waalse regeringen op Vlaamse bevoegdheidsdomeinen.

De grote problemen met dit voorstel van bijzondere wet situeren zich voorlopig evenwel vooral op het politieke vlak. Het doorbreekt de grondwettelijke indeling van dit land in Gewesten en Gemeenschappen, een principe waarop alle eerdere staatshervormingen waren gegrondvest, alsook het daarmee samenhangende territorialiteitsbeginsel doordat hier nu een instelling wordt opgericht die gewestgrensover-

même si elles sont limitées pour l'instant à la concertation. Il convient aussi de faire remarquer qu'en fait, ces compétences de concertation "transrégionales" présentent exclusivement un caractère unilatéral au détriment de l'entité fédérée flamande et qu'il n'y a pas la moindre réciprocité. En effet, la compétence de concertation porte sur la mobilité de, vers et autour de Bruxelles et non dans Bruxelles (par exemple la fermeture d'un important tunnel à Bruxelles).

On peut d'ailleurs se demander en quoi la Région wallonne est concernée par cette matière. En effet, Bruxelles est située en territoire flamand et c'est donc essentiellement entre Bruxelles et la Flandre que la problématique de la mobilité se joue. Cela étant, le principal problème que soulève la création de cette nouvelle institution est le fait qu'elle est en contradiction totale avec la vision de la Flandre en ce qui concerne la structure de l'État belge, le rôle de Bruxelles au sein de celle-ci et la problématique du Brabant flamand et de la périphérie, ainsi qu'il a déjà été précisé plus haut. La Flandre considère Bruxelles comme sa capitale — avec un statut subordonné, encore que spécial — et non comme une entité fédérée régionale à part entière qui peut se concerter sur un pied d'égalité avec l'entité fédérée flamande. Or, la création d'une communauté métropolitaine de Bruxelles part précisément de l'idée qu'il existe trois régions à part entière, qui pourront se concerter sur un pied d'égalité au sein de cette nouvelle institution. En outre, la Flandre s'est toujours opposée à l'extension de la "tache d'huile bruxelloise". Dans cette optique, la Flandre demandait la scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde afin de parvenir à une délimitation claire entre la région bilingue de Bruxelles et la Flandre unilingue. La création de la communauté métropolitaine de Bruxelles, qui en est certes toujours pour l'instant à un stade embryonnaire, aura pour conséquence de donner corps pour la première fois au phénomène de l'extension de la tache d'huile bruxelloise à l'ensemble de la province du Brabant flamand et d'annuler pour une part les effets de la scission (déjà insatisfaisante en soi) de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Il est clair que la création de la communauté métropolitaine de Bruxelles revêt surtout une signification politique (préjudiciable pour la Flandre) et qu'elle n'est pas ou guère dictée par une nécessité pratique. En effet, il existe déjà à l'heure actuelle un certain nombre de structures, canaux et moyens qui permettent à Bruxelles et à la Flandre de se concerter sur les dossiers concrets qui les concernent. La plus-value de cette nouvelle structure de concertation n'a donc jamais été démontrée.

Enfin, il ne faut pas oublier que cette communauté métropolitaine de Bruxelles est créée par voie de loi spéciale. Cela signifie que dans ce domaine, la Flandre cède une nouvelle fois ses droits démocratiques en matière de majorité et que cette institution ne pourra être supprimée que s'il est possible de réunir une majorité dans ce sens au sein du groupe linguistique francophone.

Cette communauté métropolitaine, dans la forme que la proposition actuelle entend lui conférer aujourd'hui, est donc totalement inacceptable pour tout parti flamand digne de ce nom. Le présent amendement a donc pour but d'empêcher la création de cette nouvelle institution.

schrijdende bevoegdheden krijgt, zij het voorlopig beperkt tot overleg. Op te merken valt ook dat deze gewestgrensoverschrijdende overlegbevoegdheden in feite uitsluitend een eenzijdig karakter hebben ten nadele van de Vlaamse deelstaat en er geen enkele wederkerigheid is. Het overleg gaat immers over verkeer "vanuit, naar en rond Brussel", niet "in" Brussel (bvb. over het afsluiten van een belangrijke tunnel in Brussel).

Men kan zich ook de vraag stellen wat de rol van het Waals gewest in deze aangelegenheid is, vermits Brussel volledig omgeven wordt door Vlaams grondgebied en de verkeersproblematiek zich dan ook hoofdzakelijk tussen Brussel en Vlaanderen afspeelt. Bovenal staat de oprichting van deze nieuwe instelling volledig haaks op de visie van Vlaanderen omtrent de Belgische staatsinrichting, de rol van Brussel daarin, en omtrent de Vlaams-Brabantse en randproblematiek, zoals hierboven al aangehaald. Voor Vlaanderen is Brussel de hoofdstad van Vlaanderen met een ondergeschikt, zij het bijzonder statuut, en geen volwaardige gewestelijke deelstaat die op voet van gelijkheid kan overleggen met de Vlaamse deelstaat. Met de oprichting van de hoofdstedelijke gemeenschap van Brussel wordt daarentegen uitgegaan van drie volwaardige gewesten, die op voet van gelijkheid in deze nieuwe instelling overleg met elkaar plegen. Bovendien heeft Vlaanderen zich altijd verzet tegen de uitbreiding van de "Brusselse olievlek". Vanuit die optiek was Vlaanderen eisende partij voor de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde om tot een duidelijke afbakening te komen tussen het tweetalige gebied Brussel en het eentalige Vlaanderen. Met het oprichten van de hoofdstedelijke gemeenschap van Brussel wordt, zij het vooralsnog eerder embryonaal, voor het eerst vorm gegeven aan het uitsmeren van de "Brusselse olievlek" over heel de provincie Vlaams-Brabant en wordt op die wijze de (op zich reeds onbevredigende) splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde in zeker zin voor een stuk terug ongedaan gemaakt.

Het mag daarmee duidelijk zijn dat de oprichting van de hoofdstedelijke gemeenschap van Brussel vooral een (voor Vlaanderen nadelige) politieke betekenis heeft en niet of nauwelijks is ingegeven door een praktische noodzaak. Het is immers zo dat er nu reeds verschillende overlegstructuren, -kanalen en mogelijkheden bestaan waarin Brussel en Vlaanderen kunnen overleggen over concrete dossiers die hen aanbelangen. De meerwaarde van deze overlegstructuur werd dan ook nergens aangetoond.

Tenslotte mag niet worden vergeten dat deze hoofdstedelijke gemeenschap van Brussel bij bijzondere wet wordt opgericht. Dit betekent dat Vlaanderen op dit vlak zijn democratische meerderheid andermaal opgeeft en deze instelling enkel nog kan worden afgeschaft wanneer daar in de Franse taalgreep een meerderheid voor te vinden is.

Deze hoofdstedelijke gemeenschap is, in de vorm zoals die met het huidige voorstel wordt voorgelegd, dan ook totaal onaanvaardbaar voor elke Vlaamse partij, die naam waardig. Dit amendement heeft dan ook tot doel deze nieuwe instelling niet het levenslicht te laten zien.

N° 3 DE M. ANNEMANS ET CONSORTS

Art. 2

Dans l'article 92bis proposé, apporter les modifications suivantes:

A) dans l'alinéa 1^{er}, première phrase, *in fine*, remplacer les mots "de, vers et autour de Bruxelles" par les mots "à Bruxelles";

B) dans le même alinéa, supprimer les mots "et des provinces du Brabant flamand et du Brabant wallon";

C) supprimer les alinéas 3 et 4.

JUSTIFICATION

La communauté métropolitaine telle qu'elle est créée par la proposition à l'examen a pour but principal de permettre au gouvernement bruxellois et au gouvernement wallon de s'ingérer dans les affaires flamandes sur le territoire flamand. En effet, la compétence de concertation porte sur "la mobilité, la sécurité routière et les travaux routiers de, vers et autour de Bruxelles". Il s'agit par ailleurs des accès et sorties du ring de Bruxelles, qui se situent essentiellement en territoire flamand. En revanche, on ne parle pas, ou à peine, d'une quelconque réciprocité à Bruxelles même (sans parler de la Wallonie).

Cette ingérence dans les affaires flamandes est totalement inacceptable et en contradiction flagrante avec la vision flamande de Bruxelles, telle qu'elle a été exprimée à plusieurs reprises par le gouvernement flamand et le Parlement flamand.

Dans les fameuses résolutions de 1999 (et plus particulièrement dans la résolution relative à Bruxelles dans le cadre de la prochaine réforme de l'État, doc. 1341 (1998-1999), le Parlement flamand énonce "comme principe de départ la dualité de la structure fédérale de l'État, avec en plus un statut spécifique pour Bruxelles, qui doit être administrée sur un pied d'égalité par les Flamands et par les francophones" (traduction). Le Parlement flamand fait valoir ensuite "que Bruxelles est une région-capitale bilingue dont les frontières ont été fixées de manière définitive". Enfin, "il estime que la dualité de la structure fédérale de l'État belge a pour conséquence que la poursuite de la réforme des institutions devra privilégier le renforcement de cette structure basée sur deux États fédérés".

Le gouvernement flamand a lui aussi pris position en la matière. Dans la Note Octopus jointe à l'accord de gouvernement flamand du 15 juillet 2009, le ministre-président flamand affirme que le principe de territorialité et le principe de non-ingérence doivent être respectés. "Dans un même territoire, une seule autorité est compétente, à l'exclusion de toute autre". "Les pouvoirs publics flamands rejettent donc toute initiative qui va à l'encontre de cette exigence du respect du

Nr. 3 VAN DE HEER ANNEMANS c.s.

Art. 2

In het voorgestelde artikel 92bis, de volgende wijzigingen aanbrengen:

A) in het eerste lid, eerste zin, *in fine*, de woorden "vanuit, naar en rond Brussel" vervangen door de woorden "in Brussel";

B) in hetzelfde lid, de woorden "en van de provincies Vlaams-Brabant en Waals-Brabant" doen vervallen;

C) het derde en vierde lid doen vervallen.

VERANTWOORDING

De hoofdstedelijke gemeenschap zoals die door voorliggend voorstel wordt opgericht, heeft vooral tot doel om de Brusselse en Waalse regering zich te laten bemoeien met Vlaamse aangelegenheden die zich situeren op Vlaams grondgebied. De overlegbevoegdheid heeft immers betrekking op "mobiliteit, verkeersveiligheid en de wegenwerken vanuit, naar en rond Brussel." Verder gaat het om de op- en afritten van de Brusselse ring, die zich in essentie situeren op Vlaams grondgebied. Van enige wederkerigheid in Brussel zelf (om nog te zwijgen van Wallonië) is daarentegen niet of nauwelijks sprake.

Deze inmenging in Vlaamse aangelegenheden is totaal onaanvaardbaar en druist regelrecht in tegen de Vlaamse visie op Brussel, zoals meermaals geuit door de Vlaamse regering en het Vlaams parlement.

In de welbekende resoluties van 1999 (meer bepaald stuk 1341 (1998-1999) – resolutie betreffende Brussel in de volgende staatshervorming) stelt het Vlaams Parlement "als principiële uitgangspunt de tweeledigheid van het Federale Staatsbestel voorop met daarnaast een specifiek statuut voor Brussel dat door Vlamingen en Franstaligen op voet van gelijkheid moet worden bestuurd." Verder "wijst [het Vlaams Parlement] erop dat Brussel een tweetalig Hoofdstedelijk Gewest is waarvan de grenzen definitief zijn vastgelegd." Tenslotte "is [het Vlaams Parlement] van mening dat de tweeledigheid van de Belgische federale structuur met zich meebrengt dat in het bestek van de verdere staatshervorming voorrang verleend wordt aan de opbouw vanuit de twee deelstaten."

Ook de Vlaamse regering heeft in deze aangelegenheid stelling ingenomen. In de Octopusnota, opgenomen in het Vlaamse regeerakkoord van 15 juli 2009, verklaart de Vlaamse minister-president dat hij respect wil voor het territorialiteitsbeginsel en het principe van de niet-inmenging. "Binnen eenzelfde territorium is maar één overheid bevoegd met uitsluiting van elke andere overheid." "De Vlaamse overheid verwerpt dan ook elk initiatief dat ingaat tegen onze vraag

caractère néerlandophone de l'agglomération bruxelloise et de l'intégrité territoriale de la Flandre". Je tiens expressément à souligner que nous n'allons tolérer aucune initiative qui vise à étendre le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ou qui confère à la Communauté française des compétences en Flandre. Naturellement, on ne peut nier que Bruxelles a un contexte socioéconomique important qui se situe en grande partie en Flandre, si bien que cela pose des questions transfrontalières. Cependant, il n'existe aucune raison d'un point de vue juridique, socioéconomique ou planologique d'étendre les limites de la Région bruxelloise de iure ou de facto. Notre vision de Bruxelles est déterminée par notre vision de l'évolution de l'État belge. Cette vision part d'une dualité fondamentale basée sur l'existence de deux États fédérés avec, en outre, un statut spécifique pour Bruxelles et une Communauté germanophone. Cela signifie que les deux entités fédérées peuvent, dans leur capitale commune, participer à part entière à la politique dont l'intérêt dépasse le niveau urbain" (traduction).

Plutôt que de voir Bruxelles et la Wallonie s'ingérer dans les affaires de la Flandre, cette dernière a émis le souhait politique que la Flandre et la Wallonie puissent s'occuper davantage de Bruxelles. Tel est donc l'objet du présent amendement.

N° 4 DE M. ANNEMANS ET CONSORTS

Art. 2

Dans l'article 92bis, § 7, alinéa 1^{er}, troisième phrase, proposé, supprimer les mots "et des provinces du Brabant flamand et du Brabant wallon".

JUSTIFICATION

Il est politiquement inacceptable que les communes du Brabant flamand et du Brabant wallon soient membres de la communauté métropolitaine, que ce soit de plein droit ou sur une base volontaire. De très nombreuses communes, en particulier celles situées loin de Bruxelles, n'ont rien à voir avec cette problématique. En ce qui concerne les communes situées à proximité de Bruxelles, en particulier les communes de la périphérie, la création d'un organe de concertation est politiquement inacceptable, car elle ne peut que favoriser la francisation et la volonté d'annexer ces communes à Bruxelles.

De plus, la présence de communes dans cette structure de concertation est dénuée de toute pertinence, dès lors que la concertation ne peut porter que sur des compétences régionales ("les matières visées à l'article 6, § 1^{er}, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980") tout à fait étrangères aux attributions des communes.

naar respect voor het Nederlandstalige karakter van de rand rond Brussel en de territoriale integriteit van Vlaanderen. Ik wil sterk benadrukken dat we geen enkel initiatief zullen dulden dat ertoe leidt dat het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt uitgebreid, of dat de Franse Gemeenschap bevoegdheden krijgt in Vlaanderen. Uiteraard kan er niet ontkend worden dat Brussel een belangrijk sociaaleconomisch hinterland heeft dat zich grotendeels situeert in Vlaanderen waardoor grensoverschrijdende vraagstukken ontstaan. Toch is er vanuit juridisch, sociaaleconomisch of planologisch oogpunt geen enkele reden om de grenzen van het Brussels gewest de iure of de facto uit te breiden. Onze visie op Brussel wordt bepaald vanuit onze visie op de staatkundige evolutie van België. Die visie gaat uit van een fundamentele tweeledigheid op basis van twee deelstaten met daarnaast een specifiek statuut voor Brussel én een Duitstalige Gemeenschap. Dit betekent dat de twee deelstaten in hun gezamenlijke hoofdstad volwaardig kunnen participeren in het beleid waarvan het belang het stedelijk niveau overstijgt."

In plaats van dat Brussel en Wallonië zich met Vlaamse aangelegenheden moeten gaan moeien, heeft Vlaanderen de politieke wens uitgesproken dat Vlaanderen en Wallonië zich meer met Brussel moeten kunnen bemoeien. Dat is dan ook het opzet van dit amendement.

Nr. 4 VAN DE HEER ANNEMANS c.s.

Art. 2

In het voorgestelde artikel 92bis, § 7, in het eerste lid, derde zin, de woorden "en van de provincies Vlaams-Brabant en Waals-Brabant" doen vervallen.

VERANTWOORDING

Het is politiek onaanvaardbaar dat de gemeenten van Vlaams- en Waals-Brabant lid zijn van de hoofdstedelijke gemeenschap, zij het van rechtswege, zij het op vrijwillige basis. Heel wat, vooral van Brussel veraf gelegen, gemeenten hebben met de problematiek geen uitstaans. Voor wat de nabij Brussel gelegen gemeenten, inzonderheid de randgemeenten betreft, is het politiek onaanvaardbaar dat er een overleginstelling in het leven wordt geroepen. Dit kan de verfransing en de roep om aanhechting van deze gemeenten bij Brussel, alleen maar in de hand werken.

Bovendien is de aanwezigheid van gemeenten in deze overlegstructuur totaal irrelevant vermits het overleg alleen kan gaan over gewestbevoegdheden ("aangelegenheden bedoeld in artikel 6, § 1 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen") waarover de gemeenten geen enkele bevoegdheid hebben.

N° 5 DE M. ANNEMANS ET CONSORTS

Art. 2

Dans l'article 92bis proposé, supprimer les alinéas 3 et 4.

JUSTIFICATION

La concertation qui est mise en place par le biais de la nouvelle structure de concertation est, d'une manière générale, facultative. Une exception majeure est prévue à cet égard en ce qui concerne la concertation sur les accès et sorties du ring de Bruxelles, qui a, elle, un caractère obligatoire. Dans ce cas, comme cela est précisé dans les développements de la proposition de loi spéciale, le non-accomplissement de cette concertation constituera bel et bien une violation d'une règle répartitrice de compétence et sera donc contestable auprès du Conseil d'État.

Ce régime constitue dès lors une atteinte flagrante à l'autonomie du gouvernement flamand concernant les accès et sorties du ring de Bruxelles, ce qui est totalement inacceptable.

Nr. 5 VAN DE HEER ANNEMANS c.s.

Art. 2

In het voorgestelde artikel 92bis, het derde en het vierde lid doen vervallen.

VERANTWOORDING

Het overleg dat via de nieuwe overlegstructuur in het leven wordt geroepen is over het algemeen vrijblijvend. Daar wordt één belangrijke uitzondering op gemaakt, wat betreft het overleg over de op- en afritten van de ring rond Brussel, dat een verplichtend karakter heeft. In dit geval zal, zoals de toelichting bij het voorstel van bijzondere wet preciseert, het negeren van dit overleg wél een inbreuk maken op een bevoegdheidsverdelende regel en dus aanvechtbaar zijn bij de Raad van State.

Deze regeling vormt dan ook een flagrante inbreuk op de autonomie van de Vlaamse regering omtrent de op- en afritten van de rond Brussel en is bijgevolg totaal onaanvaardbaar.

Gerolf ANNEMANS (VB)
Barbara PAS (VB)
Hagen GOYVAERTS (VB)
Bert SCHOOFIS (VB)
Filip DE MAN (VB)